



igretec^o

RAPPORT FINANCIER

2022

TABLE DES MATIERES

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2022	4
Commentaires des comptes annuels au 31 décembre 2022	8
Secteur 1	8
Secteur 2	11
Secteur 3	15
Secteur 4	17
Comptes regroupés	18
Ratios Banque Nationale	20
Chiffres clés - Analyse sur 5 ans	21
Bilan et Compte de résultats regroupés	22
Annexes	26
Bilan social	37
Règles d'évaluation	38
Autres informations	41
Bilan et Compte de résultats par secteur	42
Secteur 1	42
Secteur 2	46
Secteur 3	50
Secteur 4	54
Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des coopérateurs de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques sc sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022	58
Informations	63

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2022

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Aiseau-Prezles	19		611.198	850.491	1.456		83.213	
Amay	1							
Anderne	1							
Anderlues	24							
Antoing	3							
Ath	50							
Assesse	1							
Beaumont	9			110.397	7			
Beloeil	26							
Bermisart	21							
Binche	69							
Boussu	45							
Braine-le-Comte	21							
Brugelette	7							
Brunehaut	7							
Celles	11							
Chapelle-lez-Herlaimont	23							
Charleroi	458		3.216.097	4.603.412	48.828		3.083.755	407
Châtelet	73			1.253.046	8.216		450.888	
Chièvres	10							
Chimay	7			110.643	11			
Comines-Warneton	1							
Courcelles	60			1.125.013	4.808		278.452	
Couvin	1							
Dour	1							
Ecaussinnes	5							
Ellezelles	12							
Enghien	12							
Engis	12							
Erquelinnes	21			436.762	11		60.101	
Estaimpuis	20							
Estinnes	16							
Farciennes	26		17.655	97.128	2.812		142.070	
Fleron	1							
Fleurus	41			1.253.425	4.632		157.084	45
Flobecq	7							
Florennes	100							
Fontaine-l'Evêque	33			1.542.708	1.240		193.627	
Fosses-la-Ville	7							
Frameries	43							
Frasnes-lez-Arvaing	9							
Froidchapelle	2			1.697.772	4			
Geer	1							
Gembloux	12							
Gerpinnes	13			1.726.205	1.068		10.112	
Ham-sur-Heure - Nalinnes	16			2.603.712	1.253		118.425	
Hensies	100							
Herstal	73							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Ittre	1							
Jermepe-sur-Sambre	1							
Juprelle	1							
Jurbise	16							
La Louvière	144							
Le Roeux	14							
Les Bons Villers	15			888.686	1.048		1	
Lessines	40							
Leuzè-en-Hainaut	17							
Lobbès	11			671.714	6		48.791	
Malmedy	10							
Manage	39							
Marchin	1							
Merbes-le-Château	10				4		22.775	
Mettet	1							
Molenbeek-Saint-Jean	1							
Momignies	11			949.429	6			
Mons	122							
Mont-de-L'Enclus	3							
Montigny-le-Tilleul	15			913.876	2.028		76.871	
Morlanwelz	35							
Mouscron	1							
Nivelles	1							
Oupeye	1							
Pecq	7							
Péruwelz	20							
Philippeville	1							
Pont-à-celles	18			1.516.918	3.032		114.473	
Quaregnon	39							
Quévy	11							
Rebecq	20							
Rixensart	1							
Rumes	6							
Saint-Georges-sur-Meuse	1							
Saint-Ghislain	44							
Saint-Gilles	1							
Sambreville	42		116.461					
Seneffe	21							
Silly	4							
Sombreffe	1							
Soignies	46							
Sivry-Rance	10			1.061.011	5			
Thuin	24			1.813.492	16		69.591	
Tubize	1							
Tournai	142							
Villers-le-Bouillet	1							
Visé	1							
Walcourt	28							
Wanze	1							
Waterloo	1							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
S.W.D.E		478				200		
ADL Jemeppe sur Sambre		1						
ASBL "Les Lacs de l'Eau d'Heure"		1						
ASBL "Technofutur		1						
Association Intercommunale Génération Thiérarche (SCRL)		1						
Brulabo (Intercommunale)		1						
TIBI (ex-I.C.D.I.)		552						
Hôpital IRIS		1						
CENEO		10.908						
ORES assets						2.400		
Province de Hainaut		48				2.665		
Jardins de Wallonie		1						
La Ruche Chapelloise		1						
Le Logement Bruxellois		1						
Parc des Sports de Charleroi		1						
RCA Aiseau		1						
RCA Charleroi		1						
RCA Dour		1						
RCA Erquelinnes		1						
RCA La Louvière		1						
RCA Les Bons Villers		1						
RCA Leuze-en-Hainaut		1						
RCA Mons capitale		1						
Résidence le Douaire ASBL		1						
SARSI		1						
SOFINPRO		1						
Sambr'Aqua		1						
Société Sambre et Biesme		1						
Sedifin		1						
Société Wallonne Crédit Social		1						
SPGE		1						
Sports et Loisirs Sud Hainaut		1						
SPI		1						
IMIO (intercommunale)		1						
ISPPC		1						
IRSA		10						
Centre de santé des Fagnes		1						
CPAS Aiseau-Presses		1						
CPAS Anderlues		1						
CPAS Beaumont		10						
CPAS Binche		1						
CPAS Brugelette		1						
CPAS Chapelle-lez-Herlaimont		1						
CPAS Charleroi		1						
CPAS Châtelet		1						
CPAS Chièvres		1						
CPAS Chimay		1						
CPAS Courcelles		1						
CPAS Dour		1						
CPAS Ecaussinnes		1						
CPAS Erquelinnes		1						
CPAS Fleurus		1						

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
CPAS Froidchapelle		1						
CPAS Gerpennes		1						
CPAS La Louvière		1						
CPAS Le Roeulx		1						
CPAS Quaregnon		1						
CPAS Molenbeek		1						
CPAS Momignies		1						
CPAS Mons		1						
CPAS Sambreville		1						
CPAS Silly		1						
CPAS Sivry-Rance		1						
CPAS Thuin		1						
CPAS Tournai		20						
CPAS Walcourt		1						
Zone de police Binche-Anderlues		1						
Zone de police Brunau		1						
Zone de Police Chatelet		1						
Zone de Police Haut-Pays		1						
Zone de Police Lermes		1						
Zone de Police 3 Vallées		1						
Zone de Police de Hermeton/s/Heure		1						
Zone de Police du Samson		1						
Zone du Tournaisis		1						
Zone des Trieux		1						
Zone de secours Hainaut-centre		1						
Zone de secours Hainaut-est		1						
TOTAUX	2.534	12.096	3.961.411	25.225.840	80.491	5.265	4.910.229	452

COMMENTAIRES DES COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2022

SECTEUR 1

COMPTE DE RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** passe de 51.697.005 € en 2021 à 57.329.457 € en 2022.

L'activité ordinaire du Bureau d'Etudes ainsi que la facturation des prestations aux autres secteurs a généré un chiffre d'affaires courant de 24.682.091 €, soit une augmentation de 9,7 % par rapport à l'exercice précédent.

La valorisation des études a été ajustée : nous avons enregistré, en correction du chiffre d'affaires, l'ajustement des marges potentielles sur les différents projets d'études (-3.126.738 €). La facturation des frais d'exploitation des ouvrages d'épuration à la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) représente un montant de 28.197.090 €. Les produits de location d'immeubles représentent 406.692 €. La refacturation des travaux en régie pour le projet « Cité des Métiers » impacte le chiffre d'affaires pour quelque 4.043.584 €

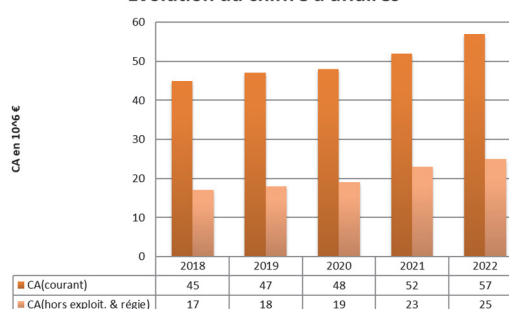
Nous avons enregistré en **variation de stocks** les opérations liées à la rétrocession à la SPGE d'emprises pour des ouvrages d'épuration.

Les **autres produits d'exploitation** se composent de frais récupérés auprès de tiers (451.592 €) et des subsides d'exploitation perçus pour la gestion du Guichet de l'Énergie de la région de Charleroi (270.403 €). La quote-part de produits locatifs et la refacturation des charges locatives transférées du secteur 2 représentent un montant de 1.027.871 €. Nous enregistrons également, sous cette rubrique, la refacturation de frais vers les autres secteurs (603.558 €) ainsi que la récupération de précompte professionnel relatif à la période 2020-2021 (1.346.917 €).

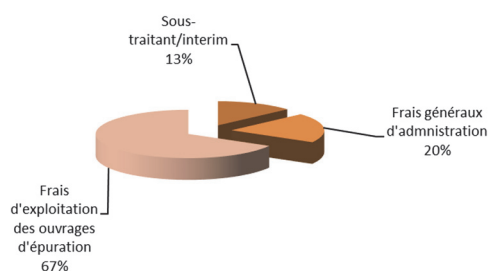
Les **approvisionnements et marchandises** reprennent principalement les dépenses engagées lors de l'acquisition de tréfonds pour les futurs collecteurs et ouvrages d'épuration (39.988 €) ainsi que les travaux en régie pour le projet « Cité des Métiers » (4.043.333 €).

Nous enregistrons une augmentation du poste **services et biens divers** de l'ordre de 4,7 % par rapport à l'exercice 2021. Les dépenses courantes pour les ouvrages d'épuration (9.440.082 €) sont en diminution de 4,6 % par rapport à l'exercice précédent. Les autres charges relatives à l'exploitation courante (hors épuration) s'élèvent quant à elles à 4.480.215 € pour l'exercice 2022.

Evolution du chiffre d'affaires



Répartition "Services & biens divers"



Nous constatons une évolution globale de 11,7 % entre 2021 et 2022 du poste **rémunérations et charges sociales** qui s'explique principalement par les 5 indexations enregistrées sur l'exercice (qui ont généré une augmentation moyenne de 5,33 % du poste rémunérations) ainsi qu'une augmentation des ETPs (de 321 ETPs en 2021 à 341 ETPs en 2022).

La **dotation aux amortissements** (7.440.861 €) a été constituée conformément aux règles d'évaluation. La charge d'amortissement sur les installations de démergement (598.439 €) et sur le bâtiment MERMOZ 1 ainsi que les amortissements des leasings sur les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation (6.118.600 €) sont compensés d'une part, par la consommation de subsides en capital et d'autre part, par la facturation des frais d'exploitation à la SPGE.

Nous avons constitué, pour l'exercice 2022, **des provisions pour risques et charges** d'un montant de 277.895 € et effectué des reprises de provisions pour 900.266 € après inventaire des litiges en cours, des charges futures à engager et de la consommation de la provision relative à la cotisation de responsabilisation ONSSAPL. Des reprises de **réductions de valeurs** ont été réalisées sur des créances (55.509 €).

Les **autres charges d'exploitation** comprennent essentiellement, outre les charges fiscales d'exploitation et des régularisations après inventaire, des indemnités découlant de sinistres sur chantiers et les charges transférées du secteur 2 (2.214.010 €), correspondant principalement aux frais de gestion et d'entretien du bâtiment SOLEO affecté au siège d'exploitation (1.663.382 €).

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.077.785 €. Ils se composent d'une part, de la consommation des subsides en capital afférents aux infrastructures de démergement et du bâtiment MERMOZ 1 comptabilisés à l'actif, soit 613.868 € et d'autre part, de produits de placements de trésorerie (463.917 € pour 2022 contre 411.116 € en 2021).

Les **charges financières** s'élèvent à 4.558.850 € : elles représentent les frais bancaires et les intérêts découlant de nos ouvertures de crédit, y compris les charges de couverture de taux sur produits structurés ainsi que la charge financière afférente au secteur 1 pour le financement du bâtiment SOLEO. La partie des intérêts sur les leasings pour les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation représente 4.236.982 €, entièrement couverte par le contrat de service avec la SPGE.

Les **produits exceptionnels** (« Produits d'exploitation non récurrents ») se composent essentiellement de plus-values actées sur la réalisation d'actifs immobilisés (7.463 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice de 1.214.819 € qui sera proposé d'affecter comme suit :

- Un montant de 1.000.472 € à titre de gratification au personnel ;
- Le solde aux réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations incorporelles** comprennent exclusivement des applications logicielles. Elles sont amorties selon les règles d'évaluation.

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 88.606.232 € contre 95.532.900 € l'exercice précédent. Les amortissements et, en corollaire, la consommation des subsides afférents aux installations de démergement ont été comptabilisés en résultat.

Les **immobilisations financières** s'élèvent à 12.845.076 €, soit 12.835.286 € de participations au capital de sociétés et 9.790 € de cautions diverses. La variation des participations financières par rapport à l'exercice précédent est due essentiellement à l'augmentation dans le capital de la S.P.G.E (parts C et D), eu égard aux activités de démergement et aux travaux d'égouttage pour les villes et communes associées au secteur.

Les **créances à plus d'un an** se composent des sommes à récupérer sous forme d'annuités auprès de la SWDE eu égard à la vente du bâtiment de siège situé à Couillet.

Les **stocks et commandes en cours d'exécution** s'élèvent à 1.419.347 €. Il s'agit des dépenses enregistrées pour l'achat des tréfonds pour la construction des ouvrages d'assainissement qui seront, à terme, cédés à la SPGE (1.385.075 €). Les avances reçues pour ces ouvrages ont été comptabilisées au passif en acomptes reçus sur commandes.

Les **créances commerciales** s'élèvent à 10.986.848 €. Ce montant comprend 9.574.502 € de créances sur les clients contre 12.371.767 € en 2021 ainsi que la partie des produits relatifs à l'exercice 2022 mais facturés au cours de l'exercice 2023, soit 1.377.114 €. Les créances douteuses représentent un montant net de 33.650 € après prise en compte des réductions de valeur.

Les **autres créances** comprennent, les montants à recevoir des Villes et Communes et de la Région wallonne (736.546 €) ainsi que des impôts et taxes à récupérer (40.706 €). Cette rubrique comporte également le montant des rémunérations du mois de janvier 2023 payées anticipativement (843.445 €), le solde des comptes courants avec d'autres intercommunales ainsi que les comptes courants et avances avec les autres secteurs (18.192.549 €). Les tranches à échoir en 2023, relatives aux créances à plus d'un an, ont été reclassées sous la rubrique « Créances à un an au plus » (1.421.400 €). Il reste, au 31 décembre 2022, des « Produits à recevoir » et des créances diverses pour 20.653 €.

La trésorerie, **placements et valeurs disponibles** s'élève au 31 décembre 2022 à 9.831.896 € contre 14.232.825 € au 31 décembre 2021.

Les **comptes de régularisation** de l'actif comprennent des charges à reporter (804.970 €) ainsi que des produits acquis au 31 décembre 2022, principalement, relatifs à l'encours des projets du Bureau d'Etudes (579.947 €).

PASSIF

Les **apports disponibles** ont été portés à 13.407.047 € eu égard aux augmentations de capital proposées dans le cadre du financement des dépenses reprises aux différents contrats de zone et contrats d'agglomération conclus avec nos Villes et Communes associées. Les appels de fonds ont débuté au cours de l'exercice 2009.

Nous avons enregistré six nouvelles affiliations, à savoir : les communes de Fléron, de Malmedy et Geer, la zone de police de « Binche-Anderlues », « Sarsi » ainsi que « Sofinpro ».

Les **apports indisponibles** représentent la part fixe des fonds propres conformément aux statuts (24.800 €).

Les **réserves disponibles** se voient augmenter suite à l'affectation du résultat.

Les subsides des pouvoirs locaux, régionaux et de l'Union Européenne pour les installations de démergement et pour le bâtiment MERMOZ I, dont le coût est enregistré à l'actif en immobilisations corporelles, constituent la rubrique **subsides en capital**.

Les **provisions pour risques et charges** ont été revues en fonction de l'évolution des litiges en cours. Elles se décomposent comme suit :

- provision pour la cotisation de responsabilisation ONSSAPL : 12.810.030 €
- provision pour charges de couverture liées au personnel pensionné: 102.626 €
- provisions diverses pour des litiges sur travaux : 1.060.000 €
- provision pour le démantèlement d'un équipement technique : 430.000 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent les dettes de location-financement vis-à-vis de la SPGE sur les ouvrages d'épuration (72.185.022 €).

Le montant du crédit d'investissement contracté dans le cadre du financement du bâtiment « EOLE » (1.268.200 €) est comptabilisé sous la rubrique « Etablissements de crédit ».

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** représentent les tranches venant à échéance en 2023 pour les leasings liés au métier de l'eau (6.425.590 €) et la douzième tranche de notre crédit d'investissement de 6.341.000 € (317.050 €).

Les **dettes commerciales** comprennent 2.398.976 € pour le poste fournisseurs ainsi que 456.217 € de factures et notes de crédit à recevoir.

Les **acomptes reçus sur commandes** comportent, essentiellement, les avances enregistrées pour les travaux relatifs à la réalisation des ouvrages d'épuration pour compte de la SPGE (1.664.609 €) ainsi que les avances reçues pour couvrir les frais encourus par le Guichet de l'Energie.

La rubrique **impôts** comprend le précompte professionnel et la TVA de décembre à payer en janvier 2023.

La rubrique **rémunérations et charges sociales** se compose, essentiellement, de la provision pour pécules de vacances (3.251.803 €), du solde des cotisations patronales ONSS et de rémunérations à régulariser dans le courant de l'exercice 2023 ainsi que de la provision pour la couverture des charges liées aux congés extra-légaux (446.398 €).

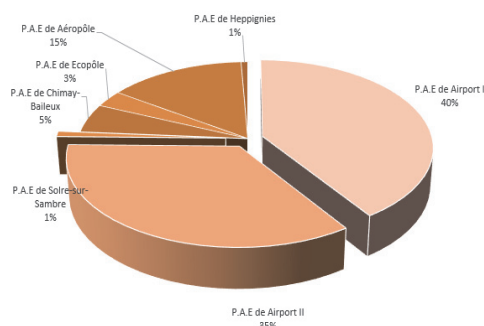
Nous trouvons principalement en **autres dettes** la gratification (charges patronales comprises) en faveur du personnel, conformément aux dispositions statutaires (1.000.472 €) ainsi que des subsides obtenus (7.472.436 €) en couverture de travaux restant à réaliser dans le cadre du projet Cité des Métiers.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des revenus à reporter (51.680 €) et des charges à imputer (11.216 €). Nous avons également comptabilisé des charges à imputer relatives à l'encours des projets du Bureau d'Etudes (1.181.806 €).

SECTEUR 2

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 10.499.207 €. Il se compose des honoraires et des facturations de services pour un montant de 993.764 € et des ventes de terrains qui ont été concrétisées par un compromis de vente au cours de l'exercice 2022 (2.062.199 €). L'an dernier, les ventes de terrains s'élevaient à 22.596.136 €. Les produits de location d'immeubles, comptabilisés en chiffre d'affaires, représentent 7.443.244 €.



Ventes de terrains en 2022	(en m ²)	(en €)
P.A.E de Airport I	19.998	836.525
P.A.E de Airport II	16.338	715.902
P.A.E de Solre-sur-Sambre	1.102	19.638
P.A.E de Chimay-Bailleux	4.955	110.016
P.A.E de Ecopôle	1.826	63.910
P.A.E de Aéroropole	2.310	301.489
P.A.E de Heppignies	674	14.720
Total des ventes	47.203	2.062.200

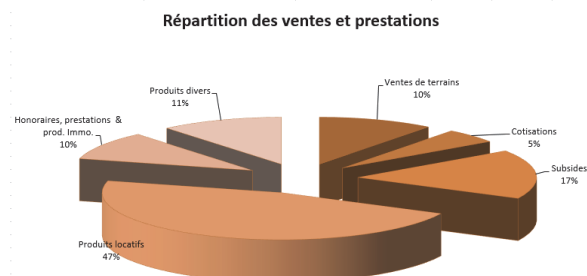
La **variation de stocks** impacte le résultat en 2022 de 7.985.030 €. Il s'agit pour l'essentiel du transfert au stock des études, travaux, acquisitions et subsides y afférents pour des projets de développement sur la région de Charleroi et dans la zone Sud-Hainaut et, en corollaire, les prélèvements, suite aux ventes de terrains de l'exercice (-1.238.092 €).

La **production immobilisée** concerne le transfert à l'actif des montants relatifs aux frais d'études et de suivi liés à la construction de nouveaux bâtiments.

Les autres produits d'exploitation

comprennent les subsides reçus ou promérités, d'une part, pour les programmes d'animation économique (« CDS », « Conférence des bourgmestres du bassin de vie de Charleroi », « Economie Circulaire », « Smart-Territoire » ainsi que les nouveaux programmes « Charleroi Hub-Créatif », « Fonds Structuraux 2014-2020 ») (1.612.215 €) et d'autre part, les subsides reçus dans le cadre du développement de nos parcs d'activités économiques et des sites de reconversion (1.719.295 €).

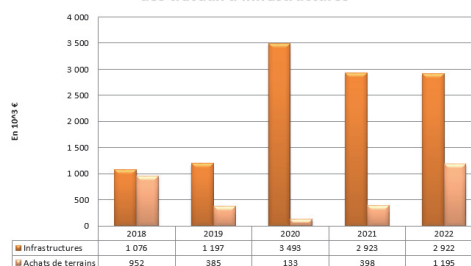
Outre les subsides, sont comptabilisés sous cette rubrique, la facturation des charges locatives (1.759.094 €) et les cotisations de l'exercice (983.279 €). Cette rubrique enregistre également les frais communs transférés aux autres secteurs (1.963.621 €) ainsi que des frais imputés aux tiers et la rémunération perçue de la SWDE depuis la cession des réseaux d'eau en 2003.



Les approvisionnements et marchandises

reprennent les achats de terrains (1.195.487 €) dans les différents parcs d'activités économiques, les travaux d'équipements des parcs pris en charge en 2022 (2.922.395 €), principalement les PAE de l'Aéropole, de l'Ecopôle, de Courcelles et de la microzone « Surchiste » ainsi que les travaux relatifs à des projets immobiliers, à savoir : les projets « Campus Technologique » et « Sonaca-F35 » (3.930.725 €).

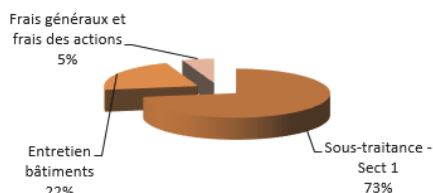
PAE - Evolution des coûts d'acquisition de terrains et des travaux d'infrastructures



Les services et biens divers

sont principalement composés de la sous-traitance effectuée par le Secteur 1 (9.920.573 € contre 7.776.305 € en 2021). Ce poste reprend la facturation en 2022 d'honoraires relatifs aux différents nouveaux projets d'investissements et de développement de parcs d'activités économiques ainsi que la facturation en prix de revient des équipes dédiées aux différents métiers du secteur 2 (6.314.885 €).

Répartition "Services & Biens Divers"



Ce poste se compose également des services d'autres sous-traitants dans le cadre des projets de développement économique et les frais de fonctionnement du métier d'animation économique, des frais relatifs à l'organisation d'événements dans le cadre des projets subsidiés ainsi que des frais de fonctionnement et les frais des organes de gestion (755.517 €).

Les frais d'entretien et de fonctionnement des bâtiments de siège et des bâtiments mis en location ainsi que des frais liés à l'entretien de nos parcs d'activités (3.001.547 €) sont également repris sous cette rubrique.

La **dotation aux amortissements** s'élève à 5.316.885 €. La charge des amortissements pour les investissements relatifs aux bâtiments relais et aux immeubles construits sur les parcs d'activités économiques est compensée partiellement par la consommation de subsides en capital.

Des **réductions de valeurs** ont été actées sur des créances irrécouvrables concernant des loyers et des charges locatives (-68.757 €) ainsi que sur les stocks de projets en cours (-35.162 €). Les reprises de réductions de valeurs représentent (276.125 €).

Les **provisions** ont été rajustées en fonction de l'estimation des dépenses restant à réaliser dans les parcs d'activités économiques, des litiges en cours et de conventions spécifiques avec les pouvoirs publics ainsi que la provision relative au montant actualisé des cotisations de responsabilisation. Des dotations ont été comptabilisées pour 13.067 € et des reprises pour 204.894 €, celles-ci concernent, principalement, la provision de couverture de cotisation de responsabilisation ONSSAPL.

Les **autres charges d'exploitation** reprennent principalement, outre la prise en charge de frais communs avec le Secteur 1 (1.190.825 €), des charges fiscales d'exploitation (113.775 €) ainsi que des moins-values sur créances court terme (6.310 €).

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.346.816 €. Ils se décomposent, principalement, en intérêts, d'un financement au Secteur 3 (33.876 €), en immobilisations financières (266.505 €) et en subsides en capital relatifs aux biens d'investissements comptabilisés à l'actif (1.020.699 €).

Les **charges financières** sont composées pour l'essentiel des charges d'intérêts relatives aux emprunts et avances reçues ainsi que les intérêts afférents à l'émission de billets de trésorerie (valeur nominale de 75.000.000 €), soit une charge d'intérêts de 1.913.910 € pour 2022 contre 1.723.718 € pour l'exercice précédent.

Les **autres charges financières** reprennent divers frais bancaires et intérêts (8.960 €).

Les **produits exceptionnels** (« Produits financiers non récurrents ») sont composés d'une reprise de réductions de valeur sur nos immobilisations financières (27.508 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par une perte après impôts de 2.051.464 € qu'il est proposé d'apurer par un prélèvement sur les réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 116.217.105 € contre 114.595.199 € en 2021. Il reste, au 31 décembre 2022, 11.986.870 € au poste **immobilisations en cours**.

Les **immobilisations financières** varient en fonction du rajustement des réductions de valeur appliquées sur certaines participations.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants dus par les Villes et Communes pour le financement des crédits contractés auprès du Secteur 2 dans le cadre des travaux non subsidiés sur les parcs d'activités économiques et des créances sur les pouvoirs régionaux pour les financements « SOWAFINAL » dans le cadre des travaux subsidiés dans nos parcs d'activités ainsi qu'un prêt accordé à INTERSUD dans le cadre du refinancement des activités générales et d'un financement nominal de 2.500.000 € accordé au Secteur 3 dans le cadre des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments (1.723.944 €).

Les **stocks** sont constitués de la valeur en prix de revient, ou en valeur de marché si le prix de revient lui était supérieur, des terrains de nos parcs d'activités économiques ainsi que les études pour divers projets d'investissements et s'élèvent à 42.915.058 €.

Les **créances commerciales** comprennent l'encours clients (1.817.706 €) ainsi que les factures et notes de crédit à établir au cours du prochain exercice (1.205.370 €). Les créances douteuses, ayant fait l'objet de réductions de valeurs, représentent au 31 décembre 2022 un montant net de 15.535 €.

Les **autres créances à un an au plus** comprennent principalement des subsides à recevoir des pouvoirs publics et de l'Union Européenne (4.413.197 €). Il reste sous cette rubrique, au 31 décembre 2022, la tranche 2022 des financements pris en charge par les communes pour les travaux non subsidiés dans les parcs d'activités économiques (14.996 €) ainsi que des emprunts SOWAFINAL à charge des pouvoirs régionaux (3.547.373 €). Les autres créances diverses reprennent, pour l'essentiel, le solde des comptes courants et avances avec le Secteur 3, CENEO, INTERSUD, SODEVIMMO ainsi que le compte courant avec la SORESIC (7.925.387 €) et des montants à recevoir relatifs aux actes de terrains et des subsides pro-mérités (794.737 €). Les créances douteuses relatives aux locations représentent au 31 décembre 2022 un montant de 164.237 € : elles ont fait l'objet de réductions de valeurs.

La trésorerie (**placements et valeurs disponibles**) s'élève à 4.426.910 € au 31 décembre 2022 contre 5.764.070 € l'exercice précédent.

Les **comptes de régularisation** de l'actif sont constitués de charges à reporter (83.411 €) et de produits acquis (17.960 €).

PASSIF

Les **apports** s'élèvent à 531.687 € au 31 décembre 2022.

Les **réserves** se voient diminuer de 2.051.464 € suite à l'affectation du résultat de l'exercice.

Le poste **subsides en capital** enregistre les subsides reçus pour les immobilisations. Conformément au droit comptable, ils font l'objet d'une consommation au même rythme que l'amortissement pratiqué sur les immobilisations correspondantes.

Les **provisions pour risques et charges** ont été rajustées en fonction de l'inventaire de fin d'exercice. Elles se décomposent comme suit :

- provision dans le cadre de l'explosion au Biopôle : 144.000 € ;
- provision pour charges de couverture liées au personnel pensionné : 13.067 € ;
- provision pour des travaux de réfection des voiries sur nos PAE : 331.330 € ;
- provision relative à la cotisation de responsabilisation : 4.160.644 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent, en **dettes financières**, des emprunts contractés dans le cadre de la construction de notre bâtiment de siège SOLEO et de bâtiments sur nos différentes zones d'activités et ceux contractés afin de permettre le remboursement de capital des associés privés ainsi que les emprunts contractés suite à la mise en force du programme de financement alternatif SOWAFINAL pour ce qui concerne le financement de la quote-part subsidiée des travaux d'infrastructures dans nos parcs d'activités (34.458.825 €).

Les **autres dettes à plus d'un an** représentent des subsides à reconstituer dans le cadre de conventions particulières avec les pouvoirs régionaux.

Les **dettes à un an au plus** reprennent les tranches d'emprunt échéant en 2023 (10.792.541 €) dont 3.547.373 € dans le cadre des financements SOWAFINAL ainsi que les dettes financières reprenant la valeur des billets de trésorerie émis au 31 décembre de l'année (30.000.000 €).

La fluctuation du compte **fournisseurs** résulte, comme chaque année, de la variation du volume de travaux engagés (4.978.933 € au 31 décembre 2022 contre 5.846.894 € en 2021).

Les **acomptes reçus** représentent les avances reçues dans le cadre des nouveaux programmes subsidiés (2.758.216 €) ainsi que des montants relatifs à des compromis de vente pour des terrains.

La rubrique **impôts** reprend des révisions TVA et un solde d'impôts à verser au Trésor.

Les **autres dettes à un an au plus** comprennent, notamment, des cautionnements reçus en numéraire (194.505 €), le compte courant avec les autres secteurs (2.811.948 €), le compte courant de la société interne constituée avec INTERSUD (648.917 €), des avances à rembourser aux pouvoirs régionaux (1.875.487 €) et le capital à rembourser aux associés démissionnaires.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des charges à imputer (2.571.746 €).

SECTEUR 3

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** est composé, essentiellement, de la facturation des suivis des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments sur le territoire des communes associées (25.062 €).

La **variation de stocks** correspond au transfert des charges pour les études et travaux réalisés sur l'exercice (13.722.933 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent pour l'essentiel des récupérations de frais divers (5.243 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les dépenses engagées en cours d'exercice pour les travaux d'amélioration en efficacité énergétique pour les Villes et Communes associées (12.558.100 €). Ceux-ci ont été intégralement transférés aux stocks en clôture d'exercice.

Les **services et biens divers** se composent des frais des organes de gestion et de contrôle (27.708 €) ainsi que de la sous-traitance au Secteur 1 couvrant les coûts du département « Développement de solutions énergétiques » (375.134 €) et les études et suivis afférents aux projets (1.164.833 €).

Les **produits financiers** d'un montant de 14.867.545 € représentent les produits de notre participation au capital de CENEO (14.647.990 €) ainsi que les produits financiers inhérents aux calculs économiques (219.555 €).

Les **charges financières** qui s'élèvent à 135.861 € se composent des intérêts du prêt d'un montant nominal de 2.500.000 € octroyé par le Secteur 2 (33.876 €), des intérêts d'avances octroyées par le Secteur 1 (100.859 €) et par le Secteur 2 (1.126 €).

Le **bénéfice de l'exercice** s'élève à 14.359.147 €. L'affectation du résultat pour cet exercice se décompose comme suit :

- 12.673.866 € à titre de rémunération des parts PF ;
- 1.685.281 € aux réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations financières** représentent notre participation au capital de CENEO, soit des parts P.F (124.277.625 €) et des parts P.E (5.000.000 €) ainsi qu'au capital de NEOVIA pour 20.000 €.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants des travaux et études facturés aux Villes et Communes pour les projets d'amélioration en efficacité énergétique. Ces montants seront libérés conformément aux modalités reprises dans les différents calculs économiques y afférents (1.947.260 €).

Les **stocks et commandes en cours** se composent des pré-audits et audits énergétiques ainsi que les études et travaux à facturer aux Villes et Communes (23.444.884 €).

Les **créances à un an au plus** reprennent le compte « clients » pour 528.641 € et le compte courant avec le Secteur 2 (26.838 €).

Les **valeurs disponibles** s'élèvent à 59.756 €.

Les **comptes de régularisation** comprennent des produits acquis pour 265.007 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** sont constitués principalement par l'apport au Secteur 3 des Villes et Communes de leur participation dans le capital de CENEO.

Les **réserves disponibles** sont portées à 8.012.186 € après l'affectation du résultat de l'exercice.

Les **dettes à plus d'un an** (3.245.745 €) représentent le solde d'un emprunt nominal de 2.500.000 € octroyé par le Secteur 2 (1.723.944 €) et le montant nominal des restitutions de capital inclus dans les calculs économiques (1.521.801 €).

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** reprennent la tranche d'emprunt venant à échéance en 2023 (116.883 €).

Les **dettes commerciales** sont constituées des montants dus aux fournisseurs (2.136.404 €) et des factures et notes de crédit à recevoir (949.428 €).

Les **autres dettes** se composent principalement des avances du Secteur 1 (15.060.000 €) et du Secteur 2 (2.050.000 €), du compte courant avec le Secteur 1 (344.926 €) et de dettes découlant de l'affectation du résultat (845.956 €).

Le **compte de régularisation** est composé de charges financières à imputer sur l'exercice (17.960 €).

SECTEUR 4

COMPTE DE RESULTATS

Il n'y a pas eu d'opération impactant le compte de résultats sur l'exercice 2022, la convention de gestion ayant pris fin au 31 décembre 2019.

BILAN

ACTIF

Au vu de la finalisation de la cession des derniers actifs, il ne reste que les **valeurs disponibles** pour un montant de 138.473 € ainsi que 24 € au compte courant du Secteur 1 qui prend en charge les frais bancaires.

PASSIF

Les **apports disponibles** (2.802 €) restent inchangés.

La **réserve indisponible** s'élève à 989 €.

Les **réserves disponibles** s'élèvent à 134.656 €.

Les **autres dettes** ne comportent plus qu'un solde (50 €) à rembourser à la SOWAER.

COMPTES REGROUPÉS

Les opérations de regroupement suivantes ont été effectuées :

- Reclassement de certains produits de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- Compensation des produits et des charges afférents aux opérations intersectorielles ;
- Compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- Reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale ;
- Reclassement de la quote-part des subsides en rubrique « Impôts différés » ;
- Affectation consolidée.

Le total du bilan atteint un montant de 527.243.778 € en 2022 contre 511.446.674 € en 2021.

Le résultat d'exploitation regroupé se solde par un bénéfice d'exploitation de 2.890.808 €. Le bénéfice regroupé, somme arithmétique de l'ensemble des secteurs, s'élève à 13.522.502 € soit :

<u>Secteurs</u>	<u>Résultat net</u>
Secteur 1	1.214.819 €
Secteur 2	-2.051.464 €
Secteur 3	14.359.147 €
Secteur 4	0 €

SITUATION FINANCIERE REGROUPEE (hors dettes à charge des tiers)

Les dettes financières présentées ci-dessous sont composées des dettes financières court terme et long terme hors dettes à charge des tiers, c'est-à-dire diminuées du leasing envers la SPGE pour 78.610.612 € et du montant relatif au dossier SOWAFINAL à charge de la Région wallonne pour 36.006.198 €.

L'endettement financier d'IGRETEC a augmenté de 22,63 millions d'euros par rapport à 2021. L'endettement net a lui augmenté d'un montant de 29,13 millions d'euros.

	2022	2021	Variation	Variation en %
Dettes financières	140.228.864 €	117.598.276 €	22.630.588 €	19,24%
Long terme	102.666.646 €	86.035.793 €	16.630.854 €	19,33%
Court terme	37.562.218 €	31.562.484 €	5.999.734 €	19,01%
Placements de trésorerie + disponible	14.457.035 €	20.955.868 €	-6.498.832 €	-31,01%
Endettement Net	125.771.829 €	96.642.409 €	29.129.420 €	30,14%

Au 31 décembre 2022, les dettes financières à long terme sont composées d'emprunts contractés auprès d'institutions financières pour un montant de 1.268.200 € en Secteur 1 et de 101.398.446 € en Secteur 2.

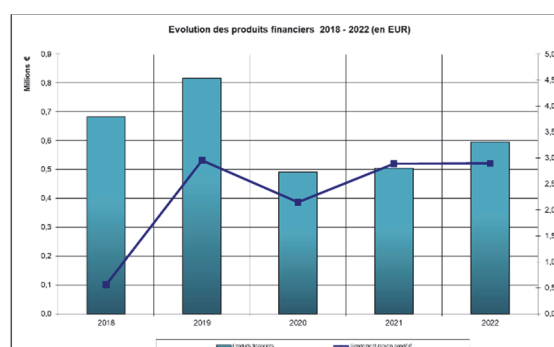
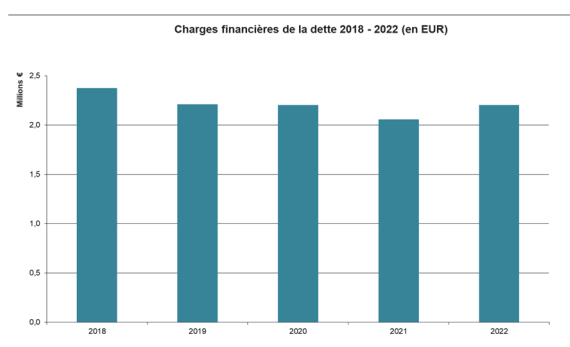
Les dettes financières à court terme sont constituées des émissions de billets de trésorerie pour le Secteur 2 pour 30.000.000 € et de dettes à plus d'un an échéant dans l'année pour un montant de 7.562.218 €.

Les dettes financières de l'intercommunale, dont 78,51 % portent un taux d'intérêt fixe (78,80 % fin 2021), ont un coût moyen pondéré de 2,38 % contre 1,59 % au 31 décembre 2021.

L'intercommunale utilise également des instruments de couverture (taux forward sur taux d'intérêt, etc.) pour réduire son exposition aux risques de taux et optimiser la structure taux fixe/taux variable de ses dettes.

La trésorerie de l'intercommunale est gérée de manière centralisée par le trésorier de l'intercommunale conformément aux objectifs et principes définis par la direction. La politique de l'intercommunale consiste à préserver ses avoirs financiers et à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier.

Nous affichons un rendement moyen de nos avoirs de 2,90 % contre 2,89 % en 2021.



RATIOS BANQUE NATIONALE

CHIFFRES CLES		2022	2021	2020	2019	2018
A. Total de l'actif	(10 ^{^3} €)	527.244	511.447	513.421	524.732	535.662
B. Chiffre d'affaires	(10 ^{^3} €)	56.515	73.678	42.175	45.418	39.165
C. Chiffre d'affaires par travailleur	(10 ^{^3} €)	165	229	140	158	136
D. Rémunérations	(10 ^{^3} €)	28.949	26.640	24.159	23.014	22.315
E. Bénéfice net	(10 ^{^3} €)	13.522	21.250	13.028	16.834	12.699
F. Nombre moyen de travailleurs		341,4	321,1	301,5	286,5	287,1

RATIOS		2022	2021	2020	2019	2018
A. CONDITIONS D'EXPLOITATION						
Marge brute	(%)	24,13	32,08	24,71	21,17	20,98
Marge nette	(%)	6,94	16,84	8,93	14,42	10,54
Valeur ajoutée	(10 ^{^3} €)	40.267	47.863	34.212	31.312	32.325
Valeur ajoutée par membre du personnel	(10 ^{^3} €)	117,9	149,1	113,5	109,2	112,6
Frais de personnel / Valeur ajoutée	(%)	71,89	53,9	68,09	69,91	65,74
Quote-part des amortissements, dévaluations et provisions dans la valeur ajoutée	(%)	31,1	29,2	31,8	20,7	27,1
Importance des charges financières en comparaison de la valeur ajoutée	(%)	16,1	14,1	20,1	24,1	24,7
B. STRUCTURE FINANCIERE						
Liquidité générale ("Current ratio")	(%)	1,34	1,22	1,08	1,12	1,17
Liquidité réduite ("Acid test ratio")	(%)	0,55	0,6	0,46	0,56	0,51
Nombre de jours de crédit clients		58,3	59,8	85,5	95,55	41,99
Nombre de jours de crédit fournisseurs		60,8	83,21	71,59	73,94	103,02
Rentabilité nette des capitaux propres	(%)	6,92	11,1	6,95	8,99	6,49
Degré d'indépendance financière	(%)	37,07	38,17	36,4	35,7	36,5
<i>Fonds de roulement net</i>	(10 ^{^3} €)	29.077	17.620	6.954	10.831	14.312
<i>- Besoins en fonds de roulement net</i>	(10 ^{^3} €)	44.620	21.164	35.864	31.593	25.767
<i>= Trésorerie nette</i>	(10 ^{^3} €)	- 15.543	- 3.544	- 28.910	- 20.762	- 11.455

CHIFFRES CLÉS - ANALYSE SUR 5 ANS

(Chiffres 10^{^3}€)

Secteur 1	2022	2021	2020	2019	2018
Total bilan	151.860	161.531	166.601	174.627	173.048
Immobilisations corporelles	88.606	95.533	102.614	109.527	116.227
Capitaux propres	36.866	35.946	34.897	34.081	32.745
Ventes & prestations	61.680	53.937	50.739	50.015	49.658
Chiffre d'affaires	57.329	51.697	48.194	47.336	45.273
Coût des ventes & prestations	56.984	48.848	45.554	44.957	43.763
Rémunérations	29.761	26.640	24.159	23.014	22.315
Résultat d'exploitation(+/-)	4.696	5.088	5.174	5.057	5.895
Résultat de l'exercice(+/-)	1.215	1.219	980	1.135	947

Secteur 2	2022	2021	2020	2019	2018
Total bilan	244.213	224.758	230.182	232.753	236.977
Immobilisations corporelles	116.217	114.595	111.429	114.172	132.769
Capitaux propres	32.972	35.629	30.640	33.623	36.917
Ventes & prestations	26.616	32.488	19.517	22.630	18.026
Chiffre d'affaires	10.499	29.871	1.376	2.011	945
Coût des ventes & prestations	28.049	25.621	19.906	20.167	19.683
Résultat d'exploitation(+/-)	-1.432	6.866	-389	2.463	-1.657
Résultat de l'exercice(+/-)	-2.051	6.047	-2.109	1.525	-2.536

Secteur 3	2022	2021	2020	2019	2018
Total bilan	155.570	142.483	134.443	135.208	130.087
Immobilisations financières	129.297	128.097	127.178	126.278	124.278
Capitaux propres	130.768	128.973	127.155	125.606	125.889
Ventes & prestations	13.753	7.254	1.608	1.817	2.360
Chiffre d'affaires	25	1.447	24	4.115	14
Coût des ventes & prestations	14.126	7.472	1.867	2.012	2.523
Résultat d'exploitation(+/-)	-372	-218	-259	-194	-164
Résultat de l'exercice(+/-)	14.359	14.406	14.157	14.174	14.288

Secteur 4	2022	2021	2020	2019	2018
Total bilan	138	247	381	964	1.817
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Capitaux propres	138	138	138	138	138
Ventes & prestations	0	0	-1.373	-6.062	-3.224
Chiffre d'affaires	0	0	247	657	946
Coût des ventes & prestations	0	0	1.374	-6.062	-3.224
Résultat d'exploitation(+/-)	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice(+/-)	0	0	0	0	0

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS REGROUPÉS

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement (annexe 6.1)	20	0	0
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	373.519.276	371.368.422
II. Immobilisations incorporelles (annexe 6.2)	21	327.393	333.802
III. Immobilisations corporelles (annexe 6.3)	22/27	204.823.337	210.128.100
A. Terrains et constructions	22	19.270.688	19.846.289
B. Installations, machines et outillage	23	4.537.604	5.127.540
C. Mobilier et matériel roulant	24	714.268	755.378
D. Location-financement et droits similaires	25	78.610.611	84.694.579
E. Autres immobilisations corporelles	26	89.703.296	93.768.379
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	11.986.870	5.935.935
IV. Immobilisations financières (annexes 6.4 et 6.5.1)	28	168.368.546	160.906.520
A. Entreprises liées (annexe 6.15)	280/1	17.253.120	12.253.120
1. Participations	280	17.253.120	12.253.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (annexe 6.15)	282/3	130.520.699	129.293.191
1. Participations	282	130.520.699	129.293.191
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	20.594.727	19.360.209
1. Actions et parts	284	20.584.840	19.350.322
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.887	9.887
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	153.724.502	140.078.252
V. Créances à plus d'un an	29	39.439.165	42.175.529
A. Créances commerciales	290	1.947.260	2.154.418
B. Autres créances	291	37.491.905	40.021.111
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	67.779.289	47.311.503
A. Stocks	30/36	42.949.330	36.244.465
1. Approvisionnements	30/31	34.272	41.184
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	42.915.058	36.203.281
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	24.829.959	11.067.038
VII. Créances à un an au plus	40/41	30.297.716	25.796.756
A. Créances commerciales	40	12.097.514	14.923.640
B. Autres créances	41	18.200.202	10.873.116
VIII. Placements de trésorerie (annexes 6.5.1 et 6.6)	50/53	939.918	1.697.910
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	939.918	1.697.910
IX. Valeurs disponibles	54/58	13.517.117	19.257.957
X. Comptes de régularisation (annexe 6.6)	490/1	1.751.297	3.838.597
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	527.243.778	511.446.674

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	195.474.521	195.200.097
I. Apport (annexe 6.7)	10/11	136.697.262	135.267.766
Disponible	110	136.646.831	135.217.335
Indisponible	111	50.431	50.431
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	32.680.168	32.832.003
A. Réserves indisponibles	130/1	721.234	721.234
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	721.234	721.234
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
C. Réserves immunisées	132	421.000	421.000
D. Réserves disponibles	133	31.537.934	31.689.769
IV. Bénéfice reporté	140	2.021.352	2.021.352
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	24.075.739	25.078.976
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	24.321.869	25.351.947
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	19.051.397	19.865.594
1. Pensions et obligations similaires	160	16.970.674	17.783.112
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	2.080.723	2.082.482
B. Impôts différés	168	5.270.472	5.486.353
DETTES	17/49	307.447.388	290.894.630
VII. Dettes à plus d'un an (annexe 6.9)	17	222.239.154	210.611.940
A. Dettes financières	170/4	207.310.493	198.856.292
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	72.185.022	78.577.991
4. Etablissements de crédit	173	4.212.265	4.258.206
5. Autres emprunts	174	130.913.206	116.020.095
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	14.928.661	11.755.648
VIII. Dettes à un an au plus (annexe 6.9)	42/48	81.373.826	78.440.227
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	17.535.181	16.541.446
B. Dettes financières	43	30.000.000	24.500.000
1. Etablissements de crédit	430/8	30.000.000	24.500.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	8.463.371	8.469.846
1. Fournisseurs	440/4	8.463.371	8.469.846
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	5.600.720	10.254.015
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	6.275.914	7.037.638
1. Impôts	450/3	1.481.235	3.037.457
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	4.794.679	4.000.181
F. Autres dettes	47/48	13.498.640	11.637.282
IX. Comptes de régularisation (annexe 6.9)	492/3	3.834.408	1.842.463
TOTAL DU PASSIF	10/49	527.243.778	511.446.674

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	87.116.621	82.298.315
A. Chiffre d'affaires (annexe 6.10)	70	56.514.912	73.678.006
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	20.509.859	(3.795.554)
C. Production immobilisée	72	1.137.038	3.930.170
D. Autres produits d'exploitation (annexe 6.10)	74	8.947.349	8.481.097
E. Produits d'exploitation non récurrents (annexe 6.12)	76A	7.463	4.596
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	84.225.813	70.561.715
A. Approvisionnements et marchandises	60	24.696.940	12.679.062
1. Achats	600/8	24.690.028	12.681.658
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	6.912	(2.596)
B. Services et biens divers	61	17.204.052	17.286.613
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (annexe 6.10)	62	29.761.576	26.639.714
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	12.757.746	12.992.569
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -) (annexe 6.10)	631/4	(227.715)	260.502
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -) (annexe 6.10)	635/8	(814.198)	(67.379)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	847.412	506.416
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes (annexe 6.12)	66A		264.218
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	2.890.808	11.736.600
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	16.853.813	16.751.957
A. Produits financiers récurrents	75	16.826.305	16.690.044
1. Produits des immobilisations financières	750	14.914.498	14.841.532
2. Produits des actifs circulants	751	345.081	400.277
3. Autres produits financiers (annexe 6.11)	752/9	1.566.726	1.448.235
B. Produits financiers non récurrents (annexe 6.12)	76B	27.508	61.913
V. Charges financières (annexe 6.11)	65/66B	6.461.932	6.744.918
A. Charges financières récurrentes	65	6.461.932	6.628.005
1. Charges des dettes	650	6.442.715	6.613.535
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières (annexe 6.11)	652/9	19.217	14.470
B. Charges financières non récurrentes (annexe 6.12)	66B		116.913
VI. Bénéfice courant avant impôts (+)	70/66B	13.282.689	21.743.639
Perte courante avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780	319.152	328.532
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77	(79.339)	(400.334)
A. Impôts (-)	670/3	(79.339)	(400.334)
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	13.522.502	21.671.837
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		(421.000)
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	13.522.502	21.250.837
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	15.543.854	22.892.942
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	13.522.502	21.250.836
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	2.021.352	1.642.106
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	151.835	
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	151.835	
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(7.341.014)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		7.341.014
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	2.021.352	2.021.352
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(13.674.338)	(13.530.576)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	1.000.472	856.710
4. Autres allocataires	697		

Villes et Communes
AISEAU-PRESLES
CHARLEROI
CHATELET
COURCELLES
ERQUELINNES
FARCIENNES
FLEURUS
FONTAINE-L'EVEQUE
GERPINNES
HAM-SUR-HEURE / NALINNES
LOBBES
MERBES-LE-CHÂTEAU
MONTIGNY-LE-TILLEUL
PONT-A-CELLES
THUIN
TOTAUX

Dividendes 2022
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

Dividendes 2021
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

ANNEXES

6.2. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (rubrique 21 de l'actif)	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent		1.152.969
Mutations de l'exercice		
Acquisitions, y compris la production immobilisée		129.347
Cessions et désaffectations		95.307
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		1.187.009
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent		819.167
Mutations de l'exercice		
Actés		135.756
Repris		
Acquis de tiers		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		95.307
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		859.616
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		327.393

6.3. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains et constructions (C.6.3.1)	Installations, machines et outillage (C.6.3.2)	Mobilier et matériel roulant (C.6.3.3)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	27.406.376	20.321.325	9.637.882
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	147.170	41.128	301.246
Cessions et désaffectations		106.529	
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	27.553.546	20.255.924	9.939.128
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	7.560.087	15.193.786	8.882.504
Mutations de l'exercice			
Actés	722.771	631.063	342.356
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		106.529	
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8.282.858	15.718.320	9.224.860
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	19.270.688	4.537.604	714.268

	Location- financement et droits similaires (C.6.3.4)	Autres immobilisations corporelles (C.6.3.5)	Immobilisations en cours et acomptes versés (C.6.3.6)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	144.579.790	165.998.183	5.935.935
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	32.621	744.085	6.050.935
Cessions et désaffectations	40.213		
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	144.572.198	166.742.268	11.986.870
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	59.885.211	72.229.804	
Mutations de l'exercice			
Actés	6.116.589	4.809.168	
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	40.213		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	65.961.587	77.038.972	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	78.610.611	89.703.296	11.986.870
DONT			
Terrains et constructions	78.370.711		
Installations, machine et outillage			
Mobilier et matériel roulant	239.900		

6.4. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Entreprises liées (C.6.4.1)	Entreprises avec un lien de participation (C.6.4.2)	Autres entreprises (C.6.4.3)
PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	12.314.620	131.235.058	35.073.598
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	17.650.000	1.200.000	2.244.943
Cessions et retraits			
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	29.964.620	132.435.058	37.318.541
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	0	289.624	28.780
Mutations de l'exercice			
Actées			
Reprises		27.507	
Acquises de tiers			
Annulées à la suite de cessions et retraits			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	0		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	0	262.117	28.780
Montants non appelés au terme de l'exercice précédent	61.500	1.652.242	15.694.496
Mutations de l'exercice (+)/(-)	12.650.000		1.010.425
Montants non appelés au terme de l'exercice	12.711.500	1.652.242	16.704.921
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	17.253.120	130.520.699	20.584.840
CREANCES			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent			9.887
Mutations de l'exercice			
Additions			
Remboursements			
Réductions de valeur actées			
Réductions de valeur reprises			
Différences de change (+)/(-)			
Autres (+)/(-)			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice			9.887
Réductions de valeur cumulées sur créances au terme de l'exercice			

6.5. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%				
FONDS DE CAPITAUX D'AMORCAGE SA Bld de l'Yser 17, boîte 1 6000 Charleroi Belgique 451.292.894 Nominatives	40.700	48,80	0	31-12-2021	EUR	1.651.179	28.538
CHARLEROI ENTREPRENDRE SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 427.178.892 Nominatives	23.279	30,99	0	31-12-2021	EUR	665.640	43.825
PORT AUTONOME DE CHARLEROI SNC Rue de Marcinelle 1 6000 Charleroi Belgique 208.201.095 Nominatives	70.000	46,67	0	31-12-2021	EUR	62.568.112	271.936
WALLONIE DEVELOPEMENT SCRL Avenue Sergent Vrithoff 2 boîte 3 5000 Namur Belgique 874.449.060 Nominatives	5	12,50	0	31-12-2021	EUR	27.087	1.679
CENEO SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.645.281 Nominatives	4.976.105	41,10	0	31-12-2021	EUR	910.601.363	38.562.410
L.R.V.S SCRL Rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 500.518.218 Nominatives	42	33,33	0	31-12-2021	EUR	406.016	25.864
CHARLEROI BRUSSEL SOUTH BIOPARK DEV SA Rue Auguste Piccard 48 6041 Gosselies Belgique 479.250.670 Nominatives	875	19,44	0	31-12-2021	EUR	670.732	-8.767
SORESIC SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 686.758.119 Nominatives	3.162	51,00	0	31-12-2021	EUR	33.484.260	-633.750
SODEVIMMO SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 730.685.261 Nominatives	277.135	53,32	0	31-12-2021	EUR	19.621.175	964.477

6.5.2 LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE
DENOMINATION, Adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE
CITW GIE Quai Saint-Brice 35 7500 Tournai Belgique 809.311.976
CITW+ GIE Avenue Gouverneur Bovesse 74 5100 Jambes (Namur) Belgique 667.546.773
AM IGRETEC - Eureco SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - Atelier (AT) Home - G.ECO Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - VK Engineering SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - PIRNAY - POLYTECH Engineering - At.a rch F. HENNE SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - At.Archi ARCHI VISION PROJECTS - At.Archi SL + Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - A&G Atelier d'architecture SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - AAEG Architectes (Liège) - POLYTECH Engineering Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
TIGRA Société simple Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 797.120.462

6.6. PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS	Exercice	Exercice précédent
Actions et parts		
Valeur comptable augmentée du montant non appelé		
Montant non appelé		
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	939.918	1.697.910
Avec une durée résiduelle ou de préavis		
- d'un mois au plus		
- de plus d'un mois à un an au plus	939.918	1.697.910
- de plus d'un an		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant		

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important	
Charges à reporter	888.381
Produits acquis	282.969
Etudes en cours	579.947

6.7. ETAT DE L'APPORT ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	Montants	Nombres d'actions
ETAT DE L'APPORT		
Apport		
Disponible au terme de l'exercice précédent	135.217.335	
Disponible au terme de l'exercice	136.646.831	
Indisponible au terme de l'exercice précédent	50.431	
Indisponible au terme de l'exercice	50.431	
Capitaux propres apportés par les actionnaires		
En espèces	0	
dont montant non libéré	0	
En nature	122.755.725	
dont montant non libéré		
Représentation du capital		
Modifications au cours de l'exercice		
AC Malmedy	62	
AC Fleron	6	
AC Geer	6	
Zone de Police de Binche-Anderlues	6	
SARSI	6	
SOFINPRO	6	
Augmentation de capital parts E	2.016.893	
Augmentation de capital parts C	164.571	
Reconstitution de capital	106.675	
Actions nominatives		34.198.318

6.8. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	Exercice
VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT	
Provision réhabilitation PAE	331.330
Provisions à caractère social	115.393
Provisions pour litiges et actions en cours	1.634.000

6.9. ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF			
VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	Dettes ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières	17.535.181	61.361.129	145.949.364
Emprunts subordonnés			
Emprunts obligataires non subordonnés			
Dettes de location-financement et assimilées	6.425.590	20.248.121	51.936.901
Etablissements de crédit	317.050	3.578.165	634.100
Autres emprunts	10.792.541	37.534.843	93.378.363
Dettes commerciales			
Fournisseurs			
Effets à payer			
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			14.928.661
Total	17.535.181	61.361.129	160.878.025

DETtes GARANTIES	Dettes garanties par les pouvoirs publics belges	Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
Dettes financières	115.352.674	
Emprunts subordonnés		
Emprunts obligataires non subordonnés		
Dettes de location-financement et assimilées	78.610.612	
Etablissements de crédit	2.944.065	
Autres emprunts	33.797.997	
Dettes commerciales		
Fournisseurs		
Effets à payer		
Acomptes reçus sur commandes		
Autres dettes	14.928.661	
Total	130.281.335	0

DETtes FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts (rubrique 450/3 du passif)	
Dettes fiscales échues	
Dettes fiscales non échues	1.481.235
Dettes fiscales estimées	
Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)	
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	
Autres dettes salariales et sociales	4.794.679

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important	
Charges à imputer	993.936
Etudes en cours (marges potentielles négatives)	1.181.806
Stock de terrains dans les parcs d'activités - charges à imputer	1.606.986
Produits à reporter	51.680

6.10. RESULTATS D'EXPLOITATION	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		
Ventilation par catégorie d'activité		
Sect 1 : Gestion de l'eau	28.197.090	28.845.730
Sect 1 : Bureau d'études	18.380.626	13.384.926
Sect 2 : Vente de terrains dans les parcs d'activités économiques	2.062.199	22.596.136
Sect 3 : Projets d'amélioration en efficacité énergétique	25.062	1.447.212
Sect 4 : Ventes d'immeubles		
Produits locatifs	7.849.936	7.404.002
Ventilation par marché géographique (Belgique)	56.514.912	73.678.006
Autres produits d'exploitation		
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	4.948.831	4.469.464
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	366	340
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	341,4	321,1
Nombre d'heures effectivement prestées	513.035	497.346
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	22.144.512	19.389.767
Cotisations patronales d'assurances sociales	6.423.849	5.741.406
Primes patronales pour assurances extralégales	677.848	607.768
Autres frais de personnel	515.367	900.773
Pensions de retraite et de survie		
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Dotations (utilisations et reprises)	-812.438	-828.873
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées	35.162	94.419
Reprises		
Sur créances commerciales		
Actées	68.757	240.092
Reprises	331.634	74.009
Provisions pour risques et charges		
Constitutions	290.962	859.615
Utilisations et reprises	1.105.160	926.994
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	128.285	206.721
Autres	719.127	299.695
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	2	7
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	3,5	4,5
Nombre d'heures effectivement prestées	6.805	8.761
Frais pour l'entreprise	239.807	302.310

6.11. RESULTATS FINANCIERS	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RECURRENTS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	1.315.415	1.343.556
Subsides en intérêts		
Ventilation des autres produits financiers		
Reprise (moins-value) / portefeuille de gestion		
Produits financiers divers et intérêts perçus	251.311	104.523
CHARGES FINANCIERES RECURRENTES		
Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Intérêts portés à l'actif		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		
Autres charges financières		
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances		
Provisions à caractère financier		
Constituées		
Utilisées et reprises		
Ventilation des autres charges financières		
Charges financières diverses	19.217	14.470
Moins-value sur actifs circulants		

6.12. PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RECURRENTS	34.971	66.509
Produits d'exploitation non récurrents	7.463	4.596
Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		1.808
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles	7.463	2.788
Autres produits d'exploitation non récurrents		
Produits financiers non récurrents	27.508	61.913
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	27.508	61.913
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres produits financiers non récurrents		
CHARGES NON RECURRENTES		381.132
Charges d'exploitation non récurrentes		264.218
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		264.218
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles		
Autres charges d'exploitation non récurrentes		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration		
Charges financières non récurrentes		116.914
Réductions de valeur sur immobilisations financières		70.909
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières		46.005
Autres charges financières non récurrentes		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de de frais de restructuration		

6.13. IMPÔTS ET TAXES			
IMPÔTS SUR LE RESULTAT		Exercice	
Impôts sur le résultat de l'exercice			
Impôts et précomptes dus ou versés			
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif			
Suppléments d'impôts estimés			
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs		79.339	
Suppléments d'impôts dus ou versés		79.339	
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés			
Principales sources de disparité entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		Exercice	
Réserves (variation des provisions taxées à l'IPM)		-812.438	
Montant des DNA estimées		698.160	
Montant des RDT utilisés		-11.760.723	
Provisions imposables		1.313	
Subsides en capital (déductibles)		-357.960	
Variation des réductions de valeur et plus value non déductibles		-290.384	
Participation bénéficiaire (assimilée rémunération)		-1.000.472	
Sources de latences fiscales		Exercice	
Réserves (provisions taxées à l'IPM avant assujettissement à l'ISOC en 2015)		17.560.703	
Montant des RDT sur l'exercice (14.394.647€) - montant non déduit 2021		8.369.536	
Réserves immunisées suite à la constitution d'une convention de Tax Shelter		421.000	
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS		Exercice	Exercice précédent
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A l'entreprise (déductibles)		8.869.174	7.183.000
Par l'entreprise		15.241.210	13.404.429
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel		5.804.915	4.994.795
Précompte mobilier			

6.14. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN		Exercice
GARANTIES REELLES		
Garantie réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés		
Montant de l'inscription		
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription		
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptables des actifs gagés		78.370.711
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
SPGE / Leasing lot 3 - option d'achat 5 % (2023)		259.464
SPGE / Leasing lot 4 - option d'achat 5 % (2029)		2.267.967
SPGE / Leasing lot 5 - option d'achat 5 % (2030)		260.868
SPGE / Leasing lot 6 - option d'achat 5 % (2030)		158.967
SPGE / Leasing lot 8 - option d'achat 5 % (2030)		2.143.158
SPGE / Leasing lot 10 - option d'achat 5 % (2034)		1.187.257
SPGE / Leasing lot 11 - option d'achat 5 % (2035)		472.990
SPGE / Leasing lot 14 - option d'achat 5 % (2039)		297.202
SPGE / Leasing lot 17 - option d'achat 5 % (2042)		162.230
CONSEQUENCES FINANCIERES DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN		
Un SWAP de taux pour la couverture d'un emprunt initial de 6.341.000 euros		1.585.250

6.15. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION				
	Entreprises liées		Entreprises avec un lien de participation	
	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	17.253.120	12.253.120	130.520.699	129.293.191
Participations	17.253.120	12.253.120	130.520.699	129.293.191
Créances subordonnées				
Autres créances				
Créances	2.799.992	0	134.188	26.423
A plus d'un an				
A un an au plus	2.799.992	0	134.188	26.423
Placements de trésorerie				
Actions				
Créances				
Dettes	0	4.463.208	44.857	52.129
A plus d'un an				
A un an au plus		4.463.208	44.857	52.129

6.16. RELATIONS FINANCIERES AVEC	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES	
Créances sur les personnes précitées	
Conditions principales des créances	
Garanties constituées en leur faveur	
Autres engagements financiers significatifs souscrits en leur faveur	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
Aux administrateurs et gérants	99.151
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)	
Emoluments du (des) commissaire(s)	38.876
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
Autres missions d'attestation	9.500
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	

6.17. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR							
				Exercice		Exercice précédent	
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	spéculation / couverture	Volume	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ING-SWAP sur couverture de taux	Couverture de taux d'emprunt nominal de	Couverture	1.585.250	0	68.238	0	315.402

BILAN SOCIAL

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	314,9	39,0	341,3	321
Nombre effectif d'heures prestées	478.155	34.900	513.055	497.346
Frais de personnel	27.910.406	1.851.170	29.761.576	26.639.714

	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	334	32	357,4
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	326	32	349,4
Contrat à durée déterminée	8	0	8,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	222	18	235,9
Femmes	112	14	121,5
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	16		16,0
Employés	266	29	287
Ouvriers	52	3	54,4
Autres			

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
ENTREES			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	46	1	46,6
SORTIES			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	21	0	21

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE	Hommes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernés	159	64
Nombre d'heures de formation suivies	3.576	1.426
Coût net pour l'entreprise	60.809	37.342

RÈGLES D'ÉVALUATION

INTRODUCTION

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés remplacé par l'arrêté royal d'exécution du Code des Sociétés et des Associations.

1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement et de constitution sont pris en charge sur l'exercice.

2. Immobilisations incorporelles

Les acquisitions sont portées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'amortissements dont la règle est la suivante :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Logiciels	3 ans

3. Immobilisations corporelles

Elles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des règles d'amortissements suivantes :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Terrains	néant
Bâtiments (travaux, honoraires)	33 ans
Entretien bâtiments (gros travaux de rénovation)	20 ans
Entretien bâtiments (travaux de rénovation)	15 ans
Entretien bâtiments (petits travaux de rénovation)	10 ans
Gros mobilier de bureau	10 ans
Petit mobilier de bureau	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Remarques :

- En ce qui concerne les bâtiments, le transfert de la rubrique « Immobilisations en cours » aux diverses rubriques « Immobilisations corporelles » est effectué au moment de la réception provisoire. Les amortissements sont calculés prorata temporis, à partir du mois de cette réception provisoire.
- En ce qui concerne les bâtiments et ouvrages d'assainissement faisant l'objet d'un contrat de leasing, ils sont amortis au même rythme que le plan de remboursement en capital repris audit contrat (amortissement financier).
- Les plus-values de réévaluation sur les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement débutant au 1^{er} janvier de l'exercice qui suit la comptabilisation au passif du bilan.
- Les immobilisations corporelles incluent la valorisation au prix du marché des prestations intersectorielles qui sont comptabilisées au travers de la production immobilisée.

4. Immobilisations financières

A. Entreprises liées

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

La valeur de la participation est revue chaque année en tenant compte de la valeur de l'actif net au 31 décembre de l'année précédente.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

C. Autres immobilisations financières

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

5. Stocks et commandes en cours d'exécution

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur.

A. Terrains

Les ventes de terrains sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le compromis de vente a été signé.

B. Immeubles (repris dans la zone d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi)

Les immeubles acquis dans ladite zone sont comptabilisés à la date de signature de l'acte de vente et non au moment du compromis de vente, au vu de la spécificité de ce secteur. Ce principe de comptabilisation a été maintenu jusqu'à la fin de la convention au 31 décembre de l'exercice 2019. Les opérations de ventes postérieures à la fin de la convention seront comptabilisées quant à elles à la date du compromis de vente.

De plus, la valeur du stock d'immeubles est ajustée systématiquement à une valeur minimum estimée de revente, fixée de commun accord avec la SOWAER.

Des réductions de valeur seront portées en compte dès lors que des immeubles seront démolis ou à démolir.

C. Terrains et infrastructures sur nos parcs d'activités économiques

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur. Les subsides afférents aux infrastructures et aux acquisitions sont portés à l'actif en déduction des coûts d'acquisitions et des travaux relatifs à ces infrastructures et terrains. Pour les nouveaux parcs d'activités, le montant des études et des prestations préalables au développement du parc est porté à l'actif.

En fin d'exercice, les stocks sont valorisés sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet.

Les stocks sont ajustés et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations sur base de l'estimation des travaux restant à réaliser.

Les stocks incluent également la valorisation au prix du marché des prestations intersectorielles.

Les réductions de valeur éventuelles seront portées en compte de résultat s'il appert que l'estimation du prix de revient final devenait supérieure à la valeur de marché.

Les nouveaux parcs d'activités pour lesquels les estimations de prix de revient peuvent être sujettes à une révision importante ou pour lesquels l'état d'avancement du projet n'est pas suffisamment abouti feront l'objet d'une information dans le rapport de gestion sur les réductions de valeurs probables, sans pour autant être reprises systématiquement au niveau du compte de résultat. Une évaluation du risque sera opérée chaque année.

6. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une réduction de valeur appropriée est opérée sur toutes les créances qui présentent une moins-value durable à la clôture de l'exercice.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réductions de valeur, si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable.

8. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir les risques, charges et pertes prévisibles, nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions constituées lors des exercices antérieurs sont régulièrement revues. Les excédents éventuels, devenus sans objet, sont transférés au résultat.

Toute provision constituée dans le cadre d'un dossier spécifique sera systématiquement transférée au résultat après 10 ans pour autant qu'aucun élément nouveau ou majeur ne soit apparu dans le dossier.

La provision relative aux cotisations de responsabilisation ONSSAPL a été constituée en 2011 sur base d'un calcul d'actualisation des pensions futures du personnel statutaire avec les hypothèses suivantes :

- Période : 2012-2050 ;
- Décès : 85 ans pour les hommes et 90 ans pour les femmes. Idem pour les ayants droit ;
- Départ à la retraite : dès que légalement possible (combinaison âge minimum et/ou carrière minimum) ;
- Taux d'indexation annuel : 2 % l'an.

Depuis 2016, la provision n'est plus actualisée et est mouvementée sur base des montants pris en charge sur l'exercice en fonction des factures reçues de l'ONSSAPL.

9. Dettes à plus d'un an

Dans le cadre des investissements d'amélioration en efficacité énergétique réalisés pour les Villes et Communes associées du Secteur 3, le montant des restitutions en capital est comptabilisé en « Autres dettes long terme ». Ces restitutions ne font pas l'objet de mouvement financier et doivent, à terme, être recapitalisées conformément aux avenants qui découlent des conventions-cadres.

10. Subsidés en capital

Les subsidés en capital obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale. Ils sont pris au compte de résultats au même rythme que les amortissements pratiqués pour les investissements correspondants.

11. Comptes de régularisation

Projets Bureau d'études

En fin d'exercice, les études sont valorisées sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées à chaque projet ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet moyen. Sur cette base, la marge estimée par projet est calculée au prorata de l'avancement et les comptes de régularisation reprennent donc la différence entre la marge ainsi estimée par projet et la marge déjà facturée à la clôture de l'exercice.

En fin d'exercice, les études sont donc ajustées globalement comme expliqué ci-dessus et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations comme suit :

- soit à l'actif du bilan, en produits acquis, pour les projets présentant une marge potentielle positive ;
- soit au passif du bilan, en charges à imputer, pour les projets présentant une marge potentielle négative, à concurrence du montant intégral de la perte présumée.

AUTRES INFORMATIONS

Regroupement intersectoriel

Les opérations de consolidation suivantes sont effectuées :

- reclassement de produits intersectoriels, concernant des immobilisations en cours, de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges d'exploitation afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des produits et des charges financières afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale.

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS PAR SECTEUR

SECTEUR 1

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	101.778.701	107.628.627
II. Immobilisations incorporelles	21	327.393	333.802
III. Immobilisations corporelles	22/27	88.606.232	95.532.900
A. Terrains et constructions	22	143.660	143.660
B. Installations, machines et outillage	23	4.456.963	5.053.662
C. Mobilier et matériel roulant	24	621.737	588.514
D. Location-financement et droits similaires	25	78.610.611	84.694.579
E. Autres immobilisations corporelles	26	4.773.261	5.052.485
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	12.845.076	11.761.925
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	12.845.076	11.761.925
1. Actions et parts	284	12.835.286	11.752.135
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.790	9.790
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	50.081.353	53.902.219
V. Créances à plus d'un an	29	5.033.080	6.143.555
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	5.033.080	6.143.555
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	1.419.347	1.386.271
A. Stocks	30/36	34.272	41.184
1. Approvisionnements	30/31	34.272	41.184
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	1.385.075	1.345.087
VII. Créances à un an au plus	40/41	32.412.110	28.546.338
A. Créances commerciales	40	10.986.848	14.540.123
B. Autres créances	41	21.425.262	14.006.215
VIII. Placements de trésorerie	50/53	674.825	1.222.817
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	674.825	1.222.817
IX. Valeurs disponibles	54/58	9.157.071	13.010.041
X. Comptes de régularisation	490/1	1.384.920	3.593.197
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	151.860.054	161.530.846

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	36.866.231	35.945.931
I. Apport	10/11	13.407.047	12.087.226
Disponible	110	13.382.247	12.062.426
Indisponible	111	24.800	24.800
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	18.314.143	18.099.796
A. Réserves indisponibles	130/1	42.776	42.776
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	42.776	42.776
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	18.271.367	18.057.020
IV. Bénéfice reporté	140	521.352	521.352
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	4.623.689	5.237.557
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	14.402.356	15.024.726
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	14.402.356	15.024.726
1. Pensions et obligations similaires	160	12.810.030	13.438.044
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	1.592.326	1.586.682
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	100.591.467	110.560.189
VII. Dettes à plus d'un an	17	73.453.222	80.163.241
A. Dettes financières	170/4	73.453.222	80.163.241
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	72.185.022	78.577.991
4. Etablissements de crédit	173	1.268.200	1.585.250
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	25.893.543	29.935.046
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	6.742.640	6.433.639
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	2.855.193	2.646.646
1. Fournisseurs	440/4	2.855.193	2.646.646
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	1.864.643	7.468.351
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	6.063.582	6.877.450
1. Impôts	450/3	1.268.902	2.877.269
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	4.794.679	4.000.181
F. Autres dettes	47/48	8.367.485	6.508.960
IX. Comptes de régularisation	492/3	1.244.702	461.902
TOTAL DU PASSIF	10/49	151.860.054	161.530.846

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	61.680.808	53.937.066
A. Chiffre d'affaires	70	57.329.457	51.697.005
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	39.988	16.676
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	4.303.900	2.218.789
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	7.463	4.596
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	56.984.924	48.848.278
A. Approvisionnements et marchandises	60	4.090.233	14.080
1. Achats	600/8	4.083.321	16.676
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	6.912	(2.596)
B. Services et biens divers	61	13.487.768	12.883.035
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	29.761.576	26.639.714
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	7.440.861	7.685.433
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	(55.509)	(1.164)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(622.370)	(205.501)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	2.882.365	1.819.113
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		13.568
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)	70/66A 66A/70	4.695.884	5.088.788
IV. Produits financiers	75/76B	1.077.785	1.024.984
A. Produits financiers récurrents	75	1.077.785	1.024.984
1. Produits des immobilisations financières	750	3	3
2. Produits des actifs circulants	751	456.768	400.277
3. Autres produits financiers	752/9	621.014	624.704
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	4.558.850	4.894.663
A. Charges financières récurrentes	65	4.558.850	4.894.663
1. Charges des dettes	650	4.548.594	4.889.817
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	10.256	4.846
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+) Perte de l'exercice avant impôts (-)	70/66B 66B/70	1.214.819	1.219.109
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+) B. Transfert aux impôts différés (-)	780 680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+) Perte de l'exercice (-)	70/67 67/70	1.214.819	1.219.109
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+) Transfert aux réserves immunisées (-)	789 689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+) Perte de l'exercice à affecter (-)	(70/68) (68/70)	1.214.819	1.219.109

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	1.736.171	1.378.062
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.214.819	1.219.109
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	521.352	158.953
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(214.347)	
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	214.347	
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	521.352	521.352
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(1.000.472)	(856.710)
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	1.000.472	856.710
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 2

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	142.442.950	135.642.170
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27	116.217.105	114.595.199
A. Terrains et constructions	22	19.127.029	19.702.629
B. Installations, machines et outillage	23	80.640	73.878
C. Mobilier et matériel roulant	24	92.531	166.863
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26	84.930.036	88.715.894
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	11.986.869	5.935.935
IV. Immobilisations financières	28	26.225.845	21.046.971
A. Entreprises liées	280/1	17.253.120	12.253.120
1. Participations	280	17.253.120	12.253.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	1.223.074	1.195.567
1. Participations	282	1.223.074	1.195.567
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	7.749.651	7.598.284
1. Actions et parts	284	7.749.554	7.598.187
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	97	97
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	101.769.714	89.116.120
V. Créances à plus d'un an	29	34.182.769	35.718.383
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	34.182.769	35.718.383
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	42.915.058	36.203.281
A. Stocks	30/36	42.915.058	36.203.281
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	42.915.058	36.203.281
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	20.143.607	11.284.026
A. Créances commerciales	40	3.038.611	1.034.873
B. Autres créances	41	17.104.996	10.249.153
VIII. Placements de trésorerie	50/53	265.094	475.094
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	265.094	475.094
IX. Valeurs disponibles	54/58	4.161.816	5.288.976
X. Comptes de régularisation	490/1	101.370	146.360
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	244.212.664	224.758.290

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	32.972.403	35.629.116
I. Apport	10/11	531.687	531.687
Disponibile	110	506.056	506.056
Indisponible	111	25.631	25.631
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	6.218.194	8.269.657
A. Réserves indisponibles	130/1	677.469	677.469
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	677.469	677.469
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132	421.000	421.000
C. Réserves disponibles	133	5.119.725	7.171.188
IV. Bénéfice reporté	140	1.500.000	1.500.000
Perte reportée (-)	141		
V. Subsides en capital	15	24.722.522	25.327.772
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	4.649.041	4.840.869
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	4.649.041	4.840.869
1. Pensions et obligations similaires	160	4.160.644	4.345.068
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	488.397	495.801
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	206.591.220	184.288.305
VII. Dettes à plus d'un an	17	147.264.131	128.817.134
A. Dettes financières	170/4	133.857.271	118.693.051
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173	2.944.065	2.672.956
5. Autres emprunts	174	130.913.205	116.020.095
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	13.406.860	10.124.083
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	56.755.342	54.109.691
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	10.792.541	10.107.807
B. Dettes financières	43	30.000.000	24.500.000
1. Etablissements de crédit	430/8	30.000.000	24.500.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	4.978.933	5.846.894
1. Fournisseurs	440/4	4.978.933	5.846.894
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	3.736.077	2.785.664
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	212.332	160.188
1. Impôts	450/3	212.332	160.188
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	7.035.459	10.709.138
IX. Comptes de régularisation	492/3	2.571.747	1.361.480
TOTAL DU PASSIF	10/49	244.212.664	224.758.290

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	26.616.440	32.487.700
A. Chiffre d'affaires	70	10.499.207	29.871.031
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	6.746.939	(9.608.835)
C. Production immobilisée	72	1.137.038	3.930.170
D. Autres produits d'exploitation	74	8.233.256	8.295.334
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	28.048.979	25.621.448
A. Approvisionnements et marchandises	60	8.048.607	6.838.328
1. Achats	600/8	8.048.607	6.838.328
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	13.677.638	12.291.474
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	5.316.885	5.307.136
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	(172.205)	261.666
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(191.827)	138.122
G. Autres charges d'exploitation	640/8	1.369.881	534.072
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		250.650
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/64		6.866.252
Perte d'exploitation (-)	64/70	(1.432.539)	
IV. Produits financiers	75/76b	1.374.324	1.431.411
A. Produits financiers récurrents	75	1.346.816	1.369.498
1. Produits des immobilisations financières	750	266.505	273.544
2. Produits des actifs circulants	751	33.876	35.960
3. Autres produits financiers	752/9	1.046.435	1.059.994
B. Produits financiers non récurrents	76B	27.508	61.913
V. Charges financières	65/66B	1.913.910	1.850.256
A. Charges financières récurrentes	65	1.913.910	1.733.342
1. Charges des dettes	650	1.904.950	1.723.719
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	8.960	9.623
B. Charges financières non récurrentes	66B		116.914
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/65		6.447.407
Perte de l'exercice avant impôts (-)	65/70	(1.972.125)	
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
X. Impôts sur le résultat (-)/(+)	67/77	(79.339)	(400.333)
A. Impôts (-)	670/3	(79.339)	(400.333)
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
XI. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		6.047.074
Perte de l'exercice (-)	67/70	(2.051.464)	
XII. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		(421.000)
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		5.626.074
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)	(2.051.464)	

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		5.626.074
Perte à affecter (-)	69/70	(551.464)	
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		5.626.074
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70	(2.051.464)	
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	1.500.000	
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	2.051.464	
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792	2.051.464	
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		(4.126.074)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		4.126.074
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	1.500.000	1.500.000
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 3

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	129.297.625	128.097.625
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	129.297.625	128.097.625
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	129.297.625	128.097.625
1. Participations	282	129.297.625	128.097.625
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	26.272.387	14.385.689
V. Créances à plus d'un an	29	1.947.260	2.154.418
A. Créances commerciales	290	1.947.260	2.154.418
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	23.444.884	9.721.951
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	23.444.884	9.721.951
VII. Créances à un an au plus	40/41	555.479	1.699.250
A. Créances commerciales	40	528.641	1.699.250
B. Autres créances	41	26.838	
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	59.756	711.031
X. Comptes de régularisation	490/1	265.008	99.039
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	155.570.012	142.483.314

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	130.767.911	128.972.955
I. Apport	10/11	122.755.725	122.646.050
Disponible	110	122.755.725	122.646.050
Indisponible	111		
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	8.012.186	6.326.905
A. Réserves indisponibles	130/1		
1. Réserves statutairement indisponibles	1311		
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	8.012.186	6.326.905
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	24.802.101	13.510.359
VII. Dettes à plus d'un an	17	3.245.745	3.472.392
A. Dettes financières	170/4	1.723.944	1.840.827
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174	1.723.944	1.840.827
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	1.521.801	1.631.565
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	21.538.395	10.018.887
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	116.883	114.828
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	3.085.831	2.326.912
1. Fournisseurs	440/4	3.085.831	2.326.912
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	18.335.681	7.577.147
IX. Comptes de régularisation	492/3	17.961	19.080
TOTAL DU PASSIF	10/49	155.570.012	142.483.314

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	13.753.238	7.253.710
A. Chiffre d'affaires	70	25.062	1.447.212
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	13.722.933	5.796.604
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	5.243	9.894
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	14.125.775	7.472.151
A. Approvisionnements et marchandises	60	12.558.100	5.826.655
1. Achats	600/8	12.558.100	5.826.655
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	1.567.675	1.645.496
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		
Perte d'exploitation (-)	66A/70	(372.537)	(218.441)
IV. Produits financiers	75/76B	14.867.545	14.660.054
A. Produits financiers récurrents	75	14.867.545	14.660.054
1. Produits des immobilisations financières	750	14.647.990	14.567.985
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9	219.555	92.069
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	135.861	35.960
A. Charges financières récurrentes	65	135.861	35.960
1. Charges des dettes	650	135.861	35.960
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	14.359.147	14.405.653
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	14.359.147	14.405.653
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	14.359.147	14.405.653
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	14.359.147	15.888.806
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	14.359.147	14.405.653
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		1.483.153
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(1.685.281)	(3.214.940)
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	1.685.281	3.214.940
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(12.673.866)	(12.673.866)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 4

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28		
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	138.497	247.909
V. Créances à plus d'un an	29	0	0
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	0	0
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	24	0
A. Créances commerciales	40		
B. Autres créances	41	24	
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	138.473	247.909
X. Comptes de régularisation	490/1		
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	138.497	247.909

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	138.447	138.447
I. Apport	10/11	2.802	2.802
Disponible	110	2.802	2.802
Indisponible	111		
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	135.645	135.645
A. Réserves indisponibles	130/1	989	989
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	989	989
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	134.656	134.656
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	50	109.462
VII. Dettes à plus d'un an	17		
A. Dettes financières	170/4		
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	50	109.462
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42		
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44		
1. Fournisseurs	440/4		
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	50	109.462
IX. Comptes de régularisation	492/3		
TOTAL DU PASSIF	10/49	138.497	247.909

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A		
A. Chiffre d'affaires	70		
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71		
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74		
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A		
A. Approvisionnements et marchandises	60		
1. Achats	600/8		
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61		
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B		
A. Produits financiers récurrents	75		
1. Produits des immobilisations financières	750		
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9		
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B		
A. Charges financières récurrentes	65		
1. Charges des dettes	650		
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B		
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES COOPÉRATEURS DE L'INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES SC SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022



DGST & Partners

Réviseurs d'entreprises

Bureaux à Bruxelles, Namur et Verviers
Avenue E. Van Becelaere 28A/71 - 1170 Bruxelles
Internet : www.dgst.be – RPM BRUXELLES/TVA : BE 0458 736 952

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SOCIETE INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SC POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

BOULEVARD PIERRE MAYENCE 1 – 6000 CHARLEROI
BE 0201.741.786

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de votre société INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SC (la « société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 28 juin 2022, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la société durant 1 exercice consécutif.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ETUDES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SC, comprenant le bilan au 31 décembre 2022, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 527.243.778 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 13.522.502.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2022, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.



Michel LECOQ et Alain WILLIAUME
DGST & Partners SRL

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autre point

Les comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été audités par un autre commissaire qui a exprimé dans son rapport en date du 20 mai 2022, une opinion sans réserve sur ces comptes annuels.

Responsabilités de l'organe de gestion relatives aux comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be

GGi
INDEPENDENT MEMBER



Michel LECOQ et Alain WILLIAUME
DGST & Partners SRL

impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe de gestion notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des Sociétés et Associations et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (Révisée) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des Sociétés et Associations, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be

GGI
INDEPENDENT MEMBER



Michel LECOQ et Alain WILLIAUME
DGST & Partners SRL

Aspects relatifs au rapport de gestion

A notre avis, à l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, d'une part, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et Associations, d'autre part.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1^{er}, 8° du Code des Sociétés et Associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mandat.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des Sociétés et Associations ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Dans le cadre de l'article 6:115 du Code des Sociétés et des Associations, nous avons établi le rapport d'examen limité joint en annexe relatif au test d'actif net de décembre 2022. Le rapport d'examen limité relatif au test d'actif net de juin 2022 a été établi par le commissaire précédent.

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be



Michel LECOQ et Alain WILLIAUME

DGST & Partners SRL

- Nous confirmons avoir exécuté la mission visée par l'article 6:116 du Code des Sociétés et des Associations pour la distribution de dividende de décembre 2022. La distribution de dividende de Juin 2022 a, quant à elle, fait l'objet d'une mission par le commissaire précédent.
- Nous n'avons pas connaissance d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés et Associations qui devrait être mentionnée dans notre rapport.
- Aucune décision de l'organe de gestion n'a donné lieu à une procédure de conflit d'intérêt.

Fait à Verviers, le 17 mai 2023

La SRL "DGST & Partners - Réviseurs d'entreprises",
Commissaire, Représentée par

Michel LECOQ
Réviseur d'entreprises

Alain WILLIAUME
Réviseur d'entreprises

Siège d'exploitation : Rue de la Concorde 27 à 4800 VERVIERS
Tél : 0032 87 32 14 67
Courriel : verviers@dgst.be

 **GGi**
INDEPENDENT MEMBER

INFORMATIONS

Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques

Société Coopérative
Association de communes

TVA BE 0 201 741 786 - RPM CHARLEROI

IGRETEC EST CERTIFIEE ISO 9001. LA PLUPART DES STATIONS D'EPURATION SONT CERTIFIEES ISO 14001 ET ENREGISTREES EMAS.

Rapport annuel :

Notre rapport annuel est publié sur www.igretec.com au format PDF.

IGRETEC
Boulevard Mayence 1
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.28.11
Fax : 071/33.42.36
<http://www.igretec.com>

Contact

Jean-François MINET
Chef du Service Finances et Comptabilité
Tél. : 071/20.29.40
E-mail : jeff.minet@igretec.com